

ETAPES OU PROBLEMES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Les Tâches de l'Economiste

par Jacques WOLFF *

Quant on emploie le terme de croissance, il semble qu'on utilise quelque chose de très connu (1). A la limite, on pourrait presque penser qu'on parle d'un phénomène habituel, quotidien, banal. Au contraire, parler de la tâche de l'économiste paraît être quelque chose de moins connu. A la limite, on pourrait presque dire qu'on fait preuve d'originalité. En fait, ces deux phénomènes se sont pas ce qu'un examen superficiel pourrait laisser croire. La banalité de l'un n'est qu'apparente, l'originalité de l'autre présente de nombreux aspects familiers. Il importe de prendre d'eux une mesure exacte. Ainsi sera-t-il possible de déterminer la position de l'économiste vis-à-vis de la croissance.

La croissance est étudiée depuis plusieurs siècles. Du XVIème au milieu du XVIIIème siècle, les mercantilistes ont formulé une théorie de la croissance, mais insuffisamment complète et rigoureuse (2). Dans la deuxième partie du XVIIIème siècle et la première moitié du XIXème siècle, la croissance constitue le cœur de l'économie politique.

* Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques d'Alger.

(1) cf. F. PERROUX qui définit la croissance comme l'augmentation de la dimension d'une unité économique, accompagnée de changements de structure et de type d'organisation et aboutissant à des progrès économiques.

(2) J.J. SPENGLER : « Mercantilist and physiocratic growth theory », dans *Theories of economic growth*, édité par B.T. HOSELITZ, The Free Press, New-York, 1960.

Adam Smith d'abord (1) dès la fin du XVIIIème siècle, Ricardo et Malthus au début du XIXème (2), Marx au milieu du XIXème (3) présentent des constructions se signalant par leur ampleur, leur compréhension, leur solidarité. Puis brusquement le centre d'intérêt change. Jusqu'aux années trente, pendant plus de 60 ans, les problèmes de l'équilibre remplacent ceux de la croissance (4). Deux exceptions doivent cependant être notées. D'une part, dès le début du XXème siècle Schumpeter s'attache à renouveler les questions d'évolution (5). D'autre part, pendant toute la seconde moitié du XIXème siècle, les historiens prennent également en considération ce phénomène mais ne l'envisagent pas dans une optique de théorie économique (6).

Depuis une trentaine d'années le retournement est spectaculaire. L'économie retourne à ses sources. La croissance est à nouveau considérée comme le phénomène fondamental. A cela, plusieurs raisons. Tout d'abord, la dépression de 1929 a été longue et sévère (7). Les pays de régime capitaliste n'en sont véritablement sortis qu'avec la seconde guerre mondiale. Certains ont cherché comment ces pays étaient parvenus à un blocage de croissance, et par quelles mesures celui-ci pouvait être surmonté (8). Pour d'autres, le régime étant condamné, il convenait de s'interroger sur son suc-

(1) **La Richesse des nations** 1774.

(2) R. MALTHUS : **Essay on the principle of population**, 1798.
R. RICARDO : **Principles of political economy**, 1817.

(3) K. MARX : **Le manifeste du parti communiste**, 1848 ; **Le capital**, 1866.

(4) P. DIETERLEN : **Au delà du capitalisme**, PARIS, P.U.F., 1946.

(5) J. SCHUMPETER : **La théorie de l'évolution économique** (1912), traduction française en 1935 ; **Business cycles**, 1939 ; **Capitalism, socialism, democracy** (1942), Traduction française, 1950.

(6) Sur l'école historique allemande, voir : B.F. HOSELITZ : « **Theories of stages of economic growth** » dans **Theories of economic growth** édité par B.F. HOSELITZ the free press, New-York, 1960.

(7) L. ROBBINS : **The great depression**.

(8) J.M. KEYNES : **Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie**, traduction française 1942. A. HASEN : « **Economic progress and declining population growth** », **The American Economic Review** 1939. P.M. SWEEZY : **The bogey of economic maturity**, 1945.

cesseur (1). Ensuite, un régime nouveau est apparu en Russie et a survécu à la guerre. Le développement amorcé antérieurement à la guerre de 1914 (2) s'est considérablement accéléré et l'économie soviétique a accompli des progrès rapides. On comprend que les liaisons entre planification et croissance et l'efficacité d'un semblable mode de développement (3) aient fait l'objet de nombreux examens, au moment où un mode différent semblait donner des signes de défaillance. Enfin avant la fin de la guerre (4), les problèmes de la pauvreté, de la faim, des inégalités de développement sont apparus en pleine lumière. La nécessité de remédier à cet état de fait a conduit à s'interroger sur les débuts de la croissance ainsi que les mesures à prendre pour la déclencher et faire en sorte qu'elle se soutienne elle-même (5).

Aujourd'hui la croissance présente trois caractéristiques. Elle n'est plus considérée comme le résultat d'un système, mais comme un objectif précis auquel doit être subordonné le système. Elle est moins un fait constaté qu'un droit réclamé. La course vers la richesse est ouverte et consciente. En outre, on veut qu'elle s'effectue au rythme le plus élevé possible, compte tenu des ressources à la disposition de la nation. Ce rythme doit être continu, c'est-à-dire exempt de fluctuations appréciables, seuls des paliers peuvent être tolérés, et encore à condition qu'ils soient de courte durée. Elle doit être également équilibrée, c'est-à-dire que la structure de la production doit toujours correspondre à celle de la consommation. Les transformations de celle-ci doivent trouver immédiatement, ou à tout le moins dans les plus brefs délais, leur correspondance dans les changements de celle-là. La flexibilité de l'économie s'impose afin d'éviter les distorsions et rigidités pouvant entraver le mouvement de croissance et donc de ralentir son

(1) J. SCHUMPETER : *Capitalisme, socialisme, démocratie*, op. cité. P. DIETTERLEN : *Au delà du capitalisme*, op. cité. J. BURNHAM : *L'ère des organisateurs*, traduction française, 1946.

(2) voir le numéro d'*Etudes et Conjonctures*, consacré à la croissance, novembre 1958.

(3) C. BETTELHEIM : *La planification soviétique*, Paris, 1945. *Problèmes théoriques et pratiques de la planification*, Paris 1946. *L'économie soviétique*, Paris, 1950.

(4) P. ROSENSTEIN-RODAN : *Problem of industrialisation*.

(5) Parmi une abondante littérature, citons ; B. HIGGINS : *Economic développement*, 1958 ; A.O. HIRSCHMANN : *Strategy of economic development*, 1960.

rythme. Enfin cette croissance n'est plus spontanée, mais, dans une mesure plus ou moins large, résulte de l'impulsion imprimée par les pouvoirs publics.

L'économiste apparaît alors. Devant de tels impératifs, sa tâche est imposante et ses responsabilités lourdes. Il lui est beaucoup demandé. Il doit guider la politique économique du pays, élaborer les diverses politiques possibles de croissance, c'est-à-dire déterminer plusieurs objectifs à long terme, sélectionner les moyens cohérents entre eux pour parvenir à chaque objectif, faire apparaître le cheminement à suivre, veiller à ce qu'il n'y ait pas contradictions entre les objectifs à long, moyen et court terme et les moyens pour y parvenir, présenter les possibilités ainsi dressées avec leurs avantages et leurs inconvénients à l'homme politique qui choisira l'une d'entre elles, la mettre en œuvre et faire en sorte que son application s'effectue correctement. En d'autres termes, il contribue de plusieurs manières à engager la nation dans une voie déterminée pour une période équivalent presque à une vie d'homme.

Ceci implique pour lui une connaissance parfaite des mécanismes économiques. Il doit avoir eu à sa disposition des observations, monographies, enquêtes, statistiques, suffisamment nombreuses et couvrant une période de temps suffisamment longue, pour lui permettre de dégager un certain nombre d'hypothèses relatives aux facteurs et au processus de croissance. A partir de cette introduction, il doit avoir procédé à une systématisation, bâti un corps de principes, ou encore un ensemble théorique obtenu par déduction. Enfin il doit s'être interrogé sur la validité de l'explication du monde à laquelle il est ainsi parvenu et pour ce faire avoir confronté les résultats obtenus avec l'évolution réelle (1).

L'économiste, qui n'est qu'un homme, est alors soumis à la tentation. Il lui est demandé de dégager les lois de l'évolution économique des sociétés. Devant un tel défi, il va s'efforcer

(1) J.M. KEYNES : *The scope and method of political economy*, New-York, 1963.

J. TINBERGEN : « The functions of mathematical treatment », *The Review of Economics and Statistics*, Novembre 1954 ; M. FRIEDMAN : *Essays on positive economics*, Chicago, 1963 ; G.J. MASSEY : « Professor Samuelson on theory and realism : comment », *American Economic Review*, décembre 1965.

de présenter un schéma de croissance complet, détaillé, et si possible ne laissant aucune place à l'indétermination. La connaissance du passé lui permettra d'expliquer le présent et de connaître l'avenir. Ayant tracé le chemin à parcourir, il devient en un sens maître du futur. Il ne propose plus un choix à l'homme politique mais lui impose sa volonté, dispose de son pouvoir de décision. Il le dépoussède, se transforme en technocrate (1), cède au vertige de l'absolu.

Pourtant, l'économiste devrait toujours conserver présents à l'esprit quelques principes. Il peut n'avoir à sa disposition que des informations insuffisantes pour formuler ses hypothèses. Même si cette insuffisance ne s'est pas manifestée, il peut avoir procédé à une généralisation hâtive, ou bien l'appareil théorique s'est trouvé inadapté à la situation considérée (2). Il se peut également que la dernière étape, celle de la vérification, n'ait pas fait l'objet de tous les soins et l'attention nécessaires. A supposer même que toutes les opérations aient été convenablement effectuées, il n'en reste pas moins un fait fondamental trop souvent oublié. Le passé ne conditionne l'avenir qu'en partie. Celui-ci, par définition, est incertain. Il n'a pas de maître, n'appartient à personne, ne peut être asservi. La Roche Tarpéienne est alors proche du Capitole. Dans le moindre des cas, l'économiste reçoit un sobriquet. Il devient distingué. Euphémisme charmant, litote répandue, « undersatement » bien anglo-saxon pour qui sait ce que les mots veulent dire, mais ne tirant pas trop à conséquence. A un échelon plus élevé, il endosse la responsabilité d'un échec. Il est disgracié (3). Enfin, à l'extrême, il n'est pas exclu qu'il soit obligé de disparaître (4). Ah ! Il est bien difficile d'être économiste.

Pris entre un excès d'honneur et un excès d'indignité, que doit-il faire ? Doit-il refuser tout contact avec la réalité, tout affrontement avec les problèmes concrets, et se retirer dans sa tour d'ivoire pour se consacrer à des spéculations abstraites

(1) sur la technocratie, voir J. MEYNAUD : **Technocratie et politique**, 1960.

(1) on ne citera pas d'exemples, ils se présentent en foule au lecteur.

(3) E. FAURE : **La disgrâce de Turgot**, Collection « 30 journées qui ont fait la France », Gallimard, 1960.

(4) G. GARVY : « KONDRATIEFF'S Theory of long cycles » - **Review of Economic Statistics** - Novembre 1943.

en prise insuffisante avec le réel ? Doit-il se consacrer au jeu stérile de la critique des écrits et des actes de ses collègues, gloser et ratiociner, tourner, tel un cheval de cirque, dans un milieu restreint à atmosphère confinée et raréfiée ? Il ne le semble pas. Beaucoup plus simplement, il doit améliorer sans cesse ses connaissances, travailler sans relâche à parfaire ses outils d'analyse, adopter une attitude plus modeste en proposant des modèles partiels dotés d'une plus grande certitude et plus utilisables, ne pas sortir de son rôle qui consiste à proposer des choix en signalant la totalité de leurs implications probables afin d'éviter toute incohérence. Tâche moins exaltante à première vue, mais en tout cas la seule possible et la plus fructueuse.

Les rapports de l'économiste et de la croissance illustrent ces attitudes. De grandes ambitions visant à déterminer les étapes de croissance ont été déçues. Des recherches approfondies de problèmes limités se sont révélées particulièrement fécondes.

SECTION 1

LES ETAPES DE CROISSANCE

LES INSUFFISANCES DES MODELES

Renouant avec la tradition historique du siècle dernier, la période contemporaine a vu apparaître un certain nombre de modèles visant à déterminer des étapes de croissance. Parmi ceux-ci, deux connaissent une célébrité particulière. Celui présenté par Colin CLARK en 1940 (1) et celui de W. W. ROSTOW en 1960 (2). La hardiesse des tentatives est grande et mérite une admiration particulière. Cependant elles présentent trop d'imperfection pour donner une image satisfaisante de la réalité et pouvoir être utilisées.

(1) C. CLARK : **The conditions of economic progress**, 1940 (traduction française, Les conditions du progrès économique, P.U.F., 1960).

(2) W.W. ROSTOW : **The stages of economic growth**, 1960 (traduit en français, les étapes de la croissance économique, éditions du Seuil, 1962). voir aussi : **The process of economic growth**, 1956.

A — LE MODELE DE COLIN CLARK (1)

1) L'articulation de la pensée de Colin Clark se présente de la manière suivante.

a) Dans un premier temps, *il expose ses buts et sa méthode*. Pour lui, l'aménagement de la production et des échanges ne constitue pas une fin, mais entraîne de profondes répercussions sur la société. On peut juger la valeur d'un système économique d'après l'étendue des possibilités qu'il offre aux hommes de satisfaire leurs désirs. Si pour certains, il ne paraît pas possible de procéder à une comparaison des niveaux des revenus de personnes ou de groupes, il n'en est pas ainsi pour Colin Clark. Une telle comparaison non seulement doit être effectuée pour permettre de juger les différents systèmes, mais encore peut l'être. Ainsi peut-on déterminer pour chaque pays le pouvoir d'achat de la monnaie nationale, les quantités réelles de biens et de services obtenues, les valeurs réelles des revenus. On peut également procéder à des comparaisons dans le temps et dans l'espace après avoir converti les différentes grandeurs en une unité de mesure : l'unité internationale (IU) représentant, en moyenne, la quantité des biens et de services obtenues aux Etats-Unis pour un dollar pendant la période 1925-1934.

b) Ses intentions ayant été ainsi précisées, *Colin Clark recherche la productivité des différentes activités*.

Il commence par distinguer les activités primaires qu'il entend comme l'approvisionnement en produits agricoles et de la pêche (l'agriculture comprend toute sorte d'élevage) l'exploitation forestière et la chasse. Puis, il calcule la valeur des produits à la ferme. Connaissant le volume de la population active engagée dans ces activités et le nombre d'heures travaillées, il rapproche ces deux séries et obtient le produit horaire par travailleur. Il considère que pour ces activités l'évolution de la productivité du travail, fait apparaître des rendements décroissants. Mais, en même temps, il reconnaît l'accroissement de productivité intervenu depuis la fin de la guerre.

(1) La présentation est faite à partir de la 3ème édition (1957) traduite en français en 1960. Voir aussi : F. PERROUX, « la croissance chez Colin Clark », *Banque*, janvier 1949 ; J. FOURASTIE : *Le grand espoir du XXème siècle*, Paris, P.U.F. 1949.

Puis il s'attache aux activités industrielles. Il définit l'industrie comme « la transformation continue, sur une grande échelle, de matières premières en produits transportables » (1). Il calcule le revenu net produit par le nombre de travailleurs employés et d'heures ouvrées. Les chiffres de productivité du travail obtenus lui permettent d'être plus affirmatif que dans le cas précédent. Les activités secondaires sont le siège de rendements croissants (ou plus exactement de coûts réels décroissants). A long terme, il est possible d'obtenir une quantité plus élevée de produits manufacturés à un coût réel par unité de production plus faible que le coût d'une production moins importante.

En dernier lieu, viennent les activités de services. Cette appellation recouvre des activités variées dont la plupart exigent un moins grand volume de biens d'équipement que les deux premiers types d'activités. Toutefois, il est à noter que certaines d'entre elles requièrent un équipement extrêmement onéreux. Colin Clark ajoute que la production sur une petite échelle des biens doit figurer dans ces activités. Une fois l'activité définie, le processus suivi est semblable aux précédents. Il en résulte que le produit réel par tête et par heure de travail varie considérablement suivant les activités, et qu'une forte productivité industrielle va de pair avec une productivité élevée des services. La fourniture de services par habitant montre que celle-ci dépend assez étroitement du revenu réel par tête. Une fois atteint le niveau de 415 Unités Internationales par tête, l'accroissement de revenu réel est presque uniquement composé de services. Enfin, il ne semble pas que la productivité évolue de façon uniforme car elle augmente ou diminue suivant chaque activité.

c) Après la production, *C. Clark se tourne vers la consommation*. Pour lui, la demande d'un produit ne dépend pas seulement des prix et des revenus, car les élasticités (2) de demande sont des concepts incertains. Il préfère emprunter

(1) Le terme « continu » exclut l'artisanat et le terme « transportable » exclut les activités de construction et d'installation.

(2) Sur les élasticités, voir P.M. DERYCKE : *Elasticité et analyse économique* 1965.

une autre voie et fait appel à la notion de saturation. A tout bien doit correspondre à un moment ou à un autre une demande saturée c'est-à-dire un niveau de consommation au delà duquel la demande n'augmente pas quelle que soit l'importance du revenu.

d) *C. Clark rapproche les conclusions auxquelles il est parvenu et s'efforce de dégager un schéma d'évolution.* Son idée peut s'exprimer comme suit. A mesure que le temps passe et que les sociétés atteignent des stades plus avancés de développement économique, la main d'œuvre agricole tend à décroître par rapport à la main d'œuvre industrielle et cette dernière tend à son tour à décroître par rapport aux effectifs employés dans les activités de service. C'est là une idée déjà ancienne puisqu'elle avait été exprimée à la fin du XVII^{ème} siècle par Petty (1) qui avait fait remarquer que le haut degré de développement économique des Pays-Bas à cette époque était lié à l'emploi d'une forte proportion de la population active dans le commerce et l'industrie.

D'où des étapes de croissance. Le point de départ est constitué par une économie agricole. Au fur et à mesure que les besoins alimentaires de la population sont mieux satisfaits par la production agricole, on va assister à une diminution de la demande relative de ces produits. Celle-ci va occuper une place moins importante dans le revenu. L'accroissement de revenus va être consacré à la demande de produits industriels. Le secteur industriel va se développer, et exercer un effet d'attraction sur la population active du secteur agricole. Cette dernière commencera à passer du secteur agricole vers le secteur industriel. Le passage sera d'autant plus important et rapide que la demande de produits industriels sera plus élevée. Si en même temps se manifeste une amélioration du produit réel par tête et par heure dans le secteur agricole, le volume de population active libérée et prête à passer dans l'industrie sera encore plus important. La deuxième étape prend en considération le secteur industriel ou le même processus va se répéter. Le secteur est le siège de rendements croissants et le produit réel par tête et par heure de travailleur augmente

(1) G. CAIRE : « Un précurseur négligé : William Petty ou l'approche systématique du développement économique » *Revue Economique*, septembre 1965.

plus rapidement que dans les autres secteurs. Le revenu augmentant, le volume de dépenses consacrées aux produits industriels va lui aussi s'accroître et son rythme d'augmentation va être supérieur à la productivité du secteur. La main d'œuvre employée dans ce secteur s'accroît relativement et en valeur absolue. Puis, si le rythme d'augmentation de la demande se ralentit, devient inférieur au taux d'accroissement de la productivité et à la limite devient nul, on assiste à un ralentissement puis à une stagnation de la production industrielle. La troisième étape peut alors commencer. Les revenus supplémentaires sont maintenant utilisés à l'achat de services. Pour satisfaire cette demande, la production de ces derniers va à son tour augmenter. La population active passe de l'industrie aux services. Le secteur voit son importance augmenter tant en valeur absolue qu'en valeur relative. Les améliorations de productivité dans le secteur industriel permettent de libérer de nombreux travailleurs. Comme la productivité dans les services est moins importante que dans l'industrie et que la demande de services est élevée le passage s'effectue rapidement.

Il en résulte qu'au bout d'un temps plus ou moins long, l'économie parviendra à un état stationnaire, cet état final, qui sera caractérisé par un changement de structure, une hausse de population, une amélioration du revenu réel par tête. Le point d'aboutissement ne fait aucun doute. On ne peut y échapper. En effet, les améliorations apportées à l'agriculture et à la saturation de la demande de produits agricoles auront conduit à un certain volume de production et donc à un certain équilibre. Il en est de même pour l'industrie, pour les services (où les améliorations de productivité sont faibles) le développement de la production dépendra principalement de l'importance de la population active engagée dans ce secteur. Or, rien n'assure qu'une augmentation de la population totale et de la population active prendra forcément place puisque le secteur agricole est le lieu de rendements décroissants. Donc, à plus ou moins longue échéance, l'économie se trouvera en présence d'une limite infranchissable.

2) Critique

La thèse de Colin Clark a été largement diffusée et commentée. Les critiques ont été nombreuses et les principales d'entre elles ont attaqué la conception même de Clark. Son

idée est que des changements de structures conditionnent le progrès économique, ou encore l'accroissement du produit réel moyen. La structure est définie comme une proportion entre les trois secteurs, l'importance de chacun d'eux étant mesurée par le rapport de la force de travail qu'il emploie à la force de travail globale. Le changement de structure est un changement des proportions respectives des trois secteurs par l'effet du transfert de la force de travail de l'un à l'autre.

Deux ensembles de critiques peuvent alors être adressées au modèle de C. Clark (1).

A) *Le premier est relatif aux conditions de translation des ressources économiques d'un secteur à un autre.* Ces conditions sont au nombre de trois et sont toutes également criticables.

a) *La notion de rendement relatif d'un secteur est incomplète*, car elle ne prend pas en considération l'ensemble des phénomènes. En effet, si on suppose une économie à deux secteurs avec deux ressources productives - capital, travail - dont la combinaison n'est ni donnée ni constante, cette dernière, dans les limites permises par les élasticités de substitution des facteurs (2), va être changée pour permettre d'atteindre le plus haut rendement. La translation des ressources entre les secteurs va s'opérer en raison des rendements dans chacun d'eux des combinaisons variables de facteurs substituables entre eux. Or, les statistiques de C. Clark ne nous renseignent que sur la force de travail employée dans chaque secteur. On constate avec lui que la force de travail employée dans un secteur a diminué en termes relatifs. Cette constatation est susceptible de deux interprétations. Ou bien un même produit (ou un produit supérieur) a été obtenu avec moins de travail, le rendement de ce dernier ayant été accru par une augmentation du stock de capital. La dimension du secteur mesurée en terme de capital est plus grande, et il en est de même si elle est

(1) voir ce point F. PERROUX : *Les mesures du progrès économique et l'idée d'économie progressive*, que nous suivons de très près. ISEA, Cahiers Série I Décembre 1956.

(2) Sur les élasticités de substitution, voir J. BEBEAU « L'élasticité de substitution entre facteurs », *Revue Economique* 1964 n° 4 et « Elasticité de substitution entre facteurs Répartition et croissance », *Revue Economique* 1964, n° 6.

mesurée en termes de produit. Ou bien, on obtient un produit inférieur avec moins de travail et sans modification du rapport capital-travail. La dimension diminue quelle que soit la mesure employée : travail, capital, produit. En d'autres termes, la translation de la force de travail pour une période donnée n'explique en rien la hausse du produit réel global. Elle est la conséquence d'une accumulation et d'une concentration du capital et d'une substitution du capital au travail dans le secteur qui rend disponible une force de travail pour d'autres secteurs.

b) *La saturation n'est qu'une image* et, en fait, on rejoint la notion de rendement relatif des ressources. Si on suppose un ensemble économique composé de deux secteurs, l'élasticité de la demande du produit de chacun des deux secteurs par rapport au revenu de l'ensemble n'est pas la même : inférieure à un dans le premier et supérieure à un dans le second. A partir d'une position initiale d'équilibre, on ne peut rien dire sur les conséquences de ces différences d'élasticité tant qu'on ignore les valeurs des élasticités d'offre des produits de chaque secteur par rapport au revenu. Si l'élasticité de l'offre du premier secteur est égale à un, il se manifestera une tendance à une baisse du prix du produit de ce secteur. Si celle du deuxième secteur est inférieure à un, le prix du produit de ce secteur tendra à augmenter. Dans ce cas, toutes les autres conditions étant données et constantes, le rendement en valeur des ressources s'abaisse dans le premier secteur par rapport au second et les ressources ont tendance à se déplacer du premier secteur vers le second. Tout le raisonnement dépend des élasticités. Or il est douteux que celles-ci soient données et constantes pendant une très longue période. En outre, le transfert des ressources implique que les élasticités globales, c'est-à-dire moyennes, peuvent être constatées pour un secteur dans sa totalité.

c) *L'ordre de passage retenu ne se révèle pas non plus entièrement satisfaisant.* On suppose trois secteurs, l'accroissement relatif de la force de travail dans un ordre impliquant un passage du premier au second, puis du second au troisième secteur est construit de deux façons. Ou bien, les trois secteurs existent depuis le début de l'observation et les différences entre les prix relatifs des ressources sont toujours telles que celles-ci passent du premier vers le second, puis vers le troisième

secteur. Ou bien, les deux premiers secteurs existent seuls, puis dans une phase suivante le troisième secteur apparaît soit pour des raisons endogènes (sous l'effet du développement de l'ensemble économique considéré par exemple) soit pour des raisons exogènes (le troisième secteur est importé d'un autre ensemble économique). Mais quel que soit l'intermédiaire retenu, on passe d'une translation des ressources dans un ordre quelconque à une translation univoque c'est-à-dire à un ordre de successions irréversible pendant une unité de périodes. Or, pour qu'une telle séquence offre une signification économique, il est nécessaire que les secteurs soient homogènes et économiquement définis.

B) *Le second ensemble de critiques se rapporte à la définition des secteurs.* Celle-ci paraît insuffisante à un triple point de vue.

a) *La notion a subi d'importants changements* suivant les différentes éditions des « *Conditions du progrès économique* » (1ère édition 1940, 2ème édition 1951) et la « *Communication* » que celui-ci a faite en 1947 au Congrès d'économistes à Washington.

Ainsi, pour ce qui est de la composition des activités, la « *Communication* » mentionne-t-elle que le secteur primaire englobe l'agriculture et l'industrie extractive, le secondaire l'industrie manufacturière et le tertiaire, les services et spécialités. Dans les « *Conditions* » (1ère édition), le primaire comprend la production agricole et pastorale, le produit de la pêche, de la chasse et des forêts ; le secondaire les manufactures, la construction, les travaux publics, la production de gaz et d'électricité, et les mines (c'est-à-dire les industries extractives) ; le tertiaire recueille le reste ou encore la distribution, les transports, l'administration publique et toutes les autres activités fournissant les services sans support de produit matériel.

En ce qui concerne les rendements, la « *Communication* » voit le secteur primaire comme gouverné par les rendements décroissants, le secondaire par les rendements croissants. Quant au tertiaire, il peut montrer des rendements croissants, mais dont l'augmentation serait moindre que dans le secondaire. Dans les « *Conditions* » (2ème édition), les prises de position ont changé. Le rendement croissant étant défini comme « l'état dans lequel la quantité nette de produit réel obtenu par unité

d'effort dépensé augmente en conséquence de l'augmentation des échanges productifs dans une affaire ou un groupe spécifié d'affaires », ceux-ci peuvent alors se produire dans les manufactures (secteur secondaire), quelques branches du commerce de détail (secteur tertiaire) et occasionnellement dans l'agriculture (secteur primaire).

b) *L'homogénéité* entendue comme une homogénéité des caractères économiques de l'offre et de la demande et non point comme une homogénéité technique *apparaît sujette à caution*. Le secteur primaire ne présente pas un caractère homogène en ce qui concerne son offre. Dans un pays développé, la production agricole comprend la production alimentaire de base, la production pour l'industrie, celle pour le marché international et enfin l'auto-consommation. A chaque fois, la dimension, l'organisation, le degré de mécanisation varient considérablement entre les firmes productrices. Dans le cas d'un pays sous développé l'hétérogénéité apparaît encore plus nettement lorsque des firmes capitalistes sont juxtaposées à des firmes de production locale et traditionnelle. Du côté de la demande, l'uniformité n'est pas plus grande. Si l'élasticité de la demande par rapport au revenu peut être considérée comme faible pour les produits alimentaires de base, il n'en est pas de même pour les produits servant de matière première aux industries de transformation. Le secteur secondaire ne paraît doté d'une plus grande homogénéité qu'au premier regard. Il perd ce caractère quand on procède à une énumération. Les industries de transformation diffèrent profondément les unes des autres : ainsi une branche comme la construction comprend-elle des unités de production dissemblables et fait face à des demandes hétérogènes et irréductibles à l'une d'entre elles. Enfin, le secteur tertiaire ne peut être assimilé à un secteur de petites firmes ou se révélerait une résistance spéciale à l'augmentation de la dimension de l'entreprise pas plus qu'à un secteur de produits de luxe ou de demi-luxe où l'élasticité de la demande par rapport au revenu serait plus grande que dans les autres secteurs. En fait, de nombreux biens produits par le secteur tertiaire l'administration, les transports peuvent être considérés comme les plus nécessaires. On ne peut donc dire que les différents secteurs soient homogènes et économiquement définis.

c) *En prenant les secteurs tels qu'ils sont, on ne parvient pas, avec les statistiques dont on dispose, à vérifier l'hypothèse de l'ordre de passage de C. Clark.* Ainsi s'aperçoit-on que lorsqu'un pays se développe, une croissance rapide des activités tertiaires est rendue nécessaire par l'imperfection des marchés. On remarque également que les sujets économiques n'ont pas forcément des occupations bien distinctes les unes des autres, mais, au contraire, exercent à la fois plusieurs professions (1).

B) LE MODELE DE ROSTOW

Au cours des dernières années, W.W. Rostow a proposé un modèle ambitieux puisqu'il ne vise pas moins qu'à présenter l'avenir des sociétés à partir des références du passé. Toutefois, ce modèle populaire (2) n'est pas exempt de graves critiques qui amènent à douter de sa validité.

I — Les étapes de la croissance

Le modèle propose une évolution en cinq étapes. Celles-ci doivent être parcourues obligatoirement on ne peut en omettre aucune et dans un certain ordre, il n'y a pas de possibilités de bouleversements (3).

a) *Le point de départ est constitué par ce que Rostow nomme la société traditionnelle.* C'est une société stationnaire, agricole, aux possibilités de production limitées parce que l'attitude de la population envers le monde physique est « pré-newtonienne » et qu'il existe un plafond à la production par tête. Cette structure (4) économique s'accompagne d'une structure sociale hiérarchique et rigide interdisant l'ascension sociale. Le pouvoir politique est entre les mains de ceux possédant et contrôlant la terre. Enfin, le système des valeurs est caractérisé par un fatalisme à longue échéance.

(1) F. LERIDON : « Evolution de la population active en divers pays industriels » *Population*, 1958, n° 3.

(2) Un hebdomadaire a grand tirage comme *Life* y a consacré dans son numéro du 14-2-1960 plusieurs pages.

(3) On suit ici *Les étapes de la croissance économique*, op. cité.

(4) A. MARCHAL : *Systèmes et structures*, collection thémis, P.U.F. 1964.
F. FERROUX : « Pour un approfondissement de la notion de structure » *Mélanges Witmeur* 1939.

b) *A partir de là, un phénomène, le démarrage, va se produire.* Il couvre les deux étapes suivantes.

1) La seconde étape voit *l'apparition des conditions du démarrage*, au cours d'une période de temps d'une longue durée, mais imprécisée. C'est une étape de transition. Du point de vue économique, le problème fondamental est celui de l'accumulation du capital, donc de l'accroissement du taux d'investissement. Le rôle dévolu à l'agriculture est particulièrement important car elle doit approvisionner l'ensemble de la population, acheter les produits de l'industrie et lui vendre les matières premières nécessaires, fournir la majeure partie de l'épargne du pays. La construction du capital fixe social joue le rôle prépondérant, absorbe la plus grande part de l'investissement et donc de l'épargne. Elle ne peut être entreprise que par les pouvoirs publics dont l'action est capitale pendant cette période.

Une telle préparation ne peut se réaliser que s'il se produit des changements extra-économiques. Changements dans l'attitude de la société vis-à-vis de la science, de la technique, du risque ; dans l'organisation sociale : une nouvelle élite doit émerger qui jette un regard nouveau sur la modernisation dans l'organisation politique : apparition d'une coalition gouvernementale de transition, réaction nationaliste provoquée par le désir d'effacer une humiliation de la part de l'étranger et pouvant être dirigée vers l'extérieur, où l'intérieur (volonté de modernisation pour faire face au danger extérieur et renforcement du pouvoir central).

B) Lorsque cet ensemble de conditions est rempli, *la troisième phase, le démarrage proprement dit, s'ouvre alors.* Elle est définie comme une « révolution industrielle liée directement à des changements radicaux dans les méthodes de production et produisant des conséquences décisives en une relativement courte période de temps ».

Sous l'angle économique on assiste à une augmentation considérable du taux de l'investissement productif. Il double environ et atteint 10 % du revenu national. En même temps, un ou plusieurs secteurs industriels (pas forcément les mêmes suivant les pays) utilisant de nouvelles fonctions de produc-

tion (1) apparaissent et se développent. Ces secteurs sont moteurs en ce sens que leur expansion et leur transformation technique nécessitent une augmentation de la capacité de production et le changement des fonctions de production dans d'autres secteurs. Le résultat en est une transformation structurelle de la société. Rostow date les périodes de démarrage de quelques pays de la manière suivante :

Grande-Bretagne : 1783-1802

France : 1830-1860

Etats-Unis : 1843-1860

Allemagne : 1850-1873

Russie : 1890-1914

Inde, Chine : 1952- X

En même temps, un système de valeurs appropriées se propage. L'accent est mis sur l'importance de l'action et des biens matériels. La nouvelle élite accède au pouvoir, brutalement ou non suivant le degré d'affaiblissement de la société traditionnelle. Ces hommes nouveaux vont réunir entre leurs mains pouvoir économique et pouvoir politique (2), ils vont promouvoir la nouveauté et surtout la faire accepter par le reste de la population.

c) Le démarrage réalisé, la société s'étant arrachée à son état traditionnel, que va-t-il se passer ? *L'économie va se diriger vers une espèce d'état stationnaire* (3) *et cette marche va courir les deux dernières étapes.*

1) *La quatrième étape est celle de la maturité.* Celle-ci peut être entendue de nombreuses façons (4) et ici est considérée comme « la période au cours de laquelle une société a effectivement appliqué l'ensemble de la technologie moderne (c'est-à-dire de la technologie du moment) à l'ensemble de ses ressources ». En termes de développement sectoriel la marche vers la maturité est représentée par la différenciation du

(1) R. Fruit : « La fonction de production Cobb-Douglas » *Revue Economique*, 1962, n° 2.

(2) J. LHOMME : *Pouvoir et société économique*, Editions Cujas, Paris, 1965.

(3) M. LUTFALLA : *L'état stationnaire*, Paris, 1964.

(4) Sur la maturité, voir J. DUVAUX « La théorie de la maturité économique ou de la stagnation séculaire aux Etats-Unis » SEDEIS, Paris, 1958.

processus industriel. De nouveaux secteurs moteurs apparaissent et remplacent les anciens. Ils sont déterminés par la technologie mais aussi par la nature des ressources requises, le caractère du démarrage et les forces qu'il a mises en œuvre. Rostow avance que pour les pays précédemment mentionnés, les dates ci-après représentent grossièrement la maturité.

Grande Bretagne : 1850	France : 1910
Etats-Unis : 1900	Russie : 1950
Allemagne : 1910	Japon : 1940

Deux points doivent être notés. D'une part la fin de l'étape de la maturité arrive une soixantaine d'années environ après le début de la période de démarrage (période numéro 3). Mais pour Rostow, qui signale lui-même ce point, il convient de ne pas en tirer une uniformité. D'autre part la définition de la maturité, définition technologique, doit être considérée comme une approximation quand elle s'applique à une société totale. Il existe des régions et des secteurs technologiquement en retard.

Enfin, Rostow, considérant le cas de la Grande Bretagne, raffine le concept de maturité en distinguant les sociétés technologiquement mûres, riches et pauvres. Pour lui, le passage à la dernière étape ne peut s'effectuer qu'au moment où la nation technologiquement mûre a atteint un certain niveau de revenu réel par tête. Cette seconde condition ne se trouve remplie que longtemps après la première.

Cette quatrième étape est une période de confiance. Toutefois, la société contient en elle-même les germes de sa transformation. L'industrialisation n'apparaît plus comme un miracle mais une banalité ; la composition de la force de travail varie : surtout la rationalisation et le bureaucratisme changent le caractère de l'entrepreneur. Ces changements posent la question de savoir à quoi va être utilisée la capacité productive.

2) *La dernière étape, la consommation de masse*, répond à cette question. La maturité terminée, les individus considèrent comme acquise leur appartenance à une société industrielle avancée et reconsidèrent les fins de l'économie. Trois possibilités sont alors ouvertes : poursuite de la puissance extérieure c'est-à-dire que les ressources seront affectées à la politique

militaire et étrangère, état de bien-être obtenu par une redistribution des revenus et la recherche d'objectifs sociaux, augmentation du niveau de la consommation de biens semi-durables et durables et de services. Les Etats-Unis seraient entrés dans cette étape dès la fin de la première guerre mondiale et la majeure partie des pays européens une fois achevées les réparations des destructions de la guerre 1939-1945.

Que se passera-t-il au delà de la consommation de masse ? Rostow se refuse à nous donner un tableau détaillé. Il n'avance qu'une chose : dans une société d'abondance, le problème sera celui de l'ennui. Il voit alors les hommes mener la vie oisive des individus les plus riches de l'Angleterre du XVIème siècle. Il termine son étude par un tour de passe-passe en affirmant que cette question de l'ennui ne touchera que les hommes car, les femmes, ayant toujours des enfants à élever, seront toujours occupées.

II — Appréciation

La thèse de Rostow a soulevé de nombreuses controverses : Partisans inconditionnels et adversaires irréductibles se sont affrontés comme toujours, il semble que la vérité soit au milieu. S'il est indéniable que les propositions comportent de nombreux avantages, il est non moins certain qu'ils sont contrebalancés par de très graves inconvénients.

a) *Les avantages peuvent être facilement dégagés.*

1) Un fait est bien mis en valeur. *La croissance est un problème de capital* (1) et les aspects quantitatif et qualitatif sont indissociables. Il est indispensable de procéder à une accumulation de capital pendant la seconde étape pour préparer le démarrage, et pendant les étapes suivantes pour permettre la mise en œuvre des innovations. Pour combattre la baisse de productivité du capital, et donc de sa rentabilité, due à cette accumulation, il est nécessaire de procéder à des changements de sa composition. Le progrès technique qui s'exprime dans les inventions est traduit dans la réalité économique par

(1) cf. dans le même sens, la phrase célèbre de Stuart Mill : « Le Capital limite l'industrie ».

l'innovation (1) c'est-à-dire par les changements dans la combinaison des facteurs de production.

2) Le modèle ne prend pas seulement en considération les facteurs économiques mais aussi *l'aspect extra-économique*. Le phénomène de croissance est un phénomène de longue période et on ne peut pas ne pas tenir compte de l'environnement. Une société est un amalgame d'éléments se déplaçant à des allures plus ou moins rapides. Ainsi, Rostow considère-t-il que l'accumulation du capital ne se fait pas automatiquement. Il montre bien l'importance de l'épargne et sa transformation en investissement si des mécanismes appropriés de conversion existent. L'absence d'automatisme apparaît encore en ce que l'apparition et la poursuite de la croissance semblent résulter d'une réponse à un défi. C'est parce que certains phénomènes se produisent que d'autres vont, peut être, arriver. Une certaine marge et laissée à la volonté et à la liberté de l'individu. A la limite, on pourrait presque dire que les facteurs extra-économiques importent plus que les facteurs économiques puisque si ceux-ci sont inexistantes ceux-là ne se manifesteront pas.

3) Le processus de croissance revêt une double caractéristique d'*incertitude* et de *flexibilité*. D'une part, la troisième étape, le démarrage, est un véritable déchirement (2). La société quitte son état traditionnel pour s'engager dans une aventure dont on sait d'après Rostow qu'elle est destinée à bien se terminer, mais qui n'en est pas moins une épreuve, un saut dans l'inconnu pour la quasi-totalité de la population. L'avenir est conditionné par une période relativement courte d'une trentaine d'années. Si les efforts suffisants sont faits pendant ce court laps de temps, la société se sera engagée sur le chemin menant à la richesse et à un nouvel état. Sinon, il est à penser qu'elle retombera dans son état primitif et que l'échec pèsera lourdement sur les tentatives futures. D'autre part, le schéma présente apparemment une certaine flexibilité. A la fin de deux étapes, la deuxième et la quatrième, des possibilités

(1) Sur l'innovation, voir S. SCHUMPETER *Théorie de l'évolution économique et Capitalisme* ... op. cité ; D. LANGE : « A note on innovations », *Review of Economic Statistics*, 1963 ; J. ROBINSON : « The classification of inventions », *Review of Economic Studies*, 1937-38 ; J. de BANDT : « Croissance et destruction créatrice », Rapport au Congrès des Economistes de langue française, 1964, *Revue d'Economie Politique*, 1964, n° 3.

(2) J. AUSTRUY : *Le scandale du développement*. Rivière, Paris, 1965.

diverses sont offertes aux responsables du destin du pays. A priori rien ne les oblige à suivre une voie rigide et prédéterminée. Là encore, le libre arbitre peut s'exercer et le pays se tourner vers l'extérieur plutôt que vers l'intérieur, vers la puissance de préférence à la richesse. Si le but est unique, les voies pour y parvenir sont multiples.

4) Le modèle est *général* en ce sens qu'il dépasse, en les englobant, les précisant et les relativisant, un certain nombre d'autres modèles. Ainsi en est-il du modèle de Colin Clark. Ce dernier n'apparaît plus que comme une partie du modèle de Rostow. Les changements apportés aux fonctions de production expliquent les améliorations de productivité dans les différents secteurs. Les stratégies menées par les entrepreneurs pour lancer les nouveaux produits et les faire accepter par l'ensemble de la population s'expriment par l'importance des élasticités des différents éléments de la demande de consommation tant par rapport aux prix qu'aux revenus.

L'apparition de nouveaux secteurs, leur déclin, leur remplacement par d'autres, la diversification de l'économie en résultant, exercent leur influence sur la répartition de la population active, son passage du secteur agricole vers le secteur industriel et celui des services, les changements dans la répartition géographique. Une compréhension plus grande est apportée aux mécanismes du développement. Il en est de même pour les modèles basés sur l'accumulation du capital, et qui s'efforcent de dégager les conditions d'une croissance équilibrée (1). Ceux-ci ne sont que des cas particuliers et rares d'un modèle plus général. La croissance est déséquilibrée. Le progrès technique destabilise le système. L'instabilité est la règle et la stabilité l'exception.

b) *Ces avantages nombreux se trouvent cependant contrebalancés par de graves inconvénients.*

1) D'une part, le modèle bien que se voulant complet, présente un certain nombre de lacunes. La plus importante paraît être celle relative aux mouvements longs de prix. Depuis

(1) R.F. HARROD : *Towards a dynamic economics*, 1948 ; J.R. HICKS : *A contribution to the theory of trade cycle*, 1950.

longtemps, il a été mis en évidence que l'évolution économique, non seulement du XIX^{ème} siècle, mais même des siècles passés, avait subi le rythme des mouvements longs de hausse et de baisse des prix (1). De plus, ces mouvements couvrant plusieurs décennies font partie de mouvements d'une durée encore plus longue couvrant plusieurs siècles (2). Rien n'est dit alors de l'interaction possible, ou de l'absence d'interaction, entre croissance et mouvements longs de prix. Ceux-ci sont-ils ou non provoqués par la croissance, par l'investissement. Se manifestent-ils plus particulièrement au cours de telle ou telle étape ? On ne sait.

Ensuite, le modèle n'est flexible qu'en apparence. Les possibilités ouvertes à la fin des étapes deux et quatre sont fausses en ce sens que même si une nation emprunte l'une d'entre elles, elle sera obligée de revenir, au bout d'un temps plus ou moins long, au chemin principal. Ainsi pourquoi une nation, arrivée à la fin de l'étape de maturité, choisirait-elle l'agression extérieure plutôt que la consommation de masse. Le Japon et l'Allemagne l'ont fait. Le seul résultat, du point de vue de la croissance, a été de retarder, d'une quinzaine d'années, le passage effectif à la consommation de masse. Par là même, contrairement à ce que pense Rostow, le volontarisme est exclu. Une espèce de fatalisme et subrepticement réintroduit : Quoiqu'on fasse, ce qui est écrit doit arriver. L'évolution passée de certaines nations permet de prévoir l'évolution future d'autres nations. Un seul chemin conduit à une seule fin, la consommation de masse, version de Rostow de l'état stationnaire des classiques. (3).

Enfin, il est plus descriptif qu'explicatif, ressort davantage de l'histoire raisonnée que de la compréhension. On le voit nettement à l'examen des définitions proposées de certains phénomènes ou certaines étapes. Celles-ci apparaissent comme

(1) E. LABROUSSE : « Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au 18^{ème} siècle », Paris 1933 ; Le salaire, l'évolution sociale, la monnaie, F. Alcan, Paris, 1932 ; N. KONDRATIEFF : « The long waves in economic life », *Review of Economics Statistics*, 1935 ; R. MARJOLIN : *Monnaie, prix et production*, 1941.

(2) G. IMBERT : *Des mouvements de longue durée Kondratieff*, 1959.

(3) A. SMITH, MALTHUS, RICARDO, Stuart MELL. Sur ce point, voir M. LUTFALLA *l'état stationnaire*, op. cité.

des signalements, des repérages extérieurs bâtis sur le modèle suivant « on conviendra d'appeler de tel nom tel ensemble de faits » ou encore « quand tel ensemble de faits sera présent, on pourra dire que l'économie est dans telle phase ». Cette manière de procéder se remarque particulièrement en ce qui concerne le démarrage où rien n'est dit de la manière suivant laquelle une innovation prenant place dans un secteur donné se propage à l'ensemble de l'économie et exerce sur cette dernière un effet destabilisateur. L'incertitude, le risque, l'erreur sont passés sous silence.

2) D'autre part, *on peut se demander si Rostow a fait preuve de sérénité scientifique ou de passion politique en construisant son modèle.* Celui-ci ressemble plus à une arme politique qu'à un instrument d'analyse. On le voit sur trois points.

La manière suivant laquelle s'est effectuée la construction du modèle est curieuse. Rostow s'est d'abord attaché à l'étape trois, le démarrage (1). Puis il a présenté un modèle complet. On ne peut alors se défendre de l'impression que le modèle a été monté rapidement autour d'une période centrale. En second lieu, on aura remarqué que deux périodes (sur cinq) sont datées, c'est-à-dire ont un commencement et une fin bien déterminées. L'étape de démarrage dure une trentaine d'années et la fin de la maturité apparaît une soixantaine d'années après le début du démarrage. Il s'ensuit qu'au moment où Rostow écrit (1960), la Russie, compte tenu des deux guerres mondiales, approche de la fin de la quatrième étape. Trois possibilités lui sont alors ouvertes : l'état de bien-être, la consommation de masse, l'agression extérieure. L'intention apparaît nettement. La construction tend à signaler aux dirigeants soviétiques les directions qu'il peuvent emprunter et à leur rappeler discrètement que l'Allemagne et le Japon ayant choisi l'agression extérieure en 1939-1941, il serait souhaitable de ne pas s'engager dans la même voie au cours

(1) W. ROSTOW : « The take-off into self-sustained growth » - *The Economic Journal*, 1956 ; J. MARCZEWSKI : « Y-a-t-il eu un take off en France » ; « Some aspects of the economic growth of France, 1660 1958 ». *Economic development and cultural change*, vol. IX, n° 3 ; F. PERROUX : « Prises de vue sur la croissance de l'économie française, 1780-1914 », *Research in income and wealth*, 1955.

des prochaines années mais bien plutôt dans celle de la consommation de masse. En troisième lieu, la démonstration vise à faire comprendre que des procédés autoritaires de direction de l'économie sont compréhensibles pour l'étape de démarrage, mais que par la suite, il ne peut en être ainsi. L'abondance (relative) et la contrainte ne vont pas de pair. L'ouvrage porte en sous titre « un manifeste non communiste ». Par la même, il annonce qu'il considère le communisme comme une maladie infantile de la croissance. La transformation du régime soviétique lui paraît acquise.

Ces deux modèles d'évolution certaine présentent donc trop de lacunes. L'avenir est, par définition, incertain. Ils ne peuvent être utilisés comme fondement d'une politique économique. L'économiste est alors obligé d'envisager d'autres possibilités.

SECTION 2

QUELQUES PROBLEMES DE CROISSANCE

L'échec des tentatives visant à élaborer des modèles complets d'étapes de croissance incite l'économiste à la modestie. L'avenir, incertain, n'est jamais la répétition du passé. La manière dont s'est effectuée la croissance de certaines nations n'assure en rien que celle des pays en voie de développement suivra la même voie. Chaque pays est un ensemble particulier réclamant un traitement approprié. Cependant, il n'en reste pas moins que la majorité des pays se trouvent en présence de problèmes communs auxquels il faut apporter une solution.

Parmi ceux-ci, le plus important paraît être celui de l'accumulation du capital. Nous chercherons alors brièvement comment il se présente tant sur le plan interne qu'externe.

A — CROISSANCE ET INVESTISSEMENT INTERNE

Les interactions entre croissance et investissement interne sont nombreuses. Il convient de les dégager soigneusement pour pouvoir présenter les implications du choix d'une politique économique.

1) Les interactions

Celles-ci sont aujourd'hui bien connues. Récemment, elles ont fait l'objet d'une formalisation intéressante ainsi que d'efforts de quantification.

a) Les relations entre croissance et investissement présentent deux caractéristiques. Ce sont avant tout des relations partielles. L'augmentation du produit national et son changement de structure ne dépendent pas seulement d'un facteur de production : terre, travail, technique, et de la manière suivant laquelle ils sont combinés. Une fonction de production (1) se présente sous la forme générale $O = F(L, K, Q, T)$ où O est le produit national exprimé en termes réels, L , la force de travail dont dispose l'économie, K , la terre (ou plus exactement les ressources disponibles sur le territoire) Q , le stock de capital, et T l'état actuel de la technique. Il s'ensuit que les relations entre l'investissement et le produit que l'on exprime sous la forme $O = f(K)$, peuvent être considérées comme une fonction de production partielle.

L'accent mis sur cette relation s'explique aisément tant par des raisons historiques que par des raisons statistiques. Les auteurs s'étant attachés au phénomène de croissance n'ont pas pu ne pas être frappés par l'investissement. Au début du XIX^{ème} siècle, au moment où les pays européens entament leur croissance, dans les années trente lorsque cette croissance semble proche de sa fin, dans les années cinquante quand les pays sous-développés manifestent la volonté de ne pas conserver leur situation, l'investissement est le facteur privilégié. Les problèmes de travail apparaissent comme des problèmes de masse (chômage cyclique, chômage permanent, chômage déguisé) dépendant de l'investissement et ne pouvant être résolus qu'à travers lui. Ce n'est que depuis une dizaine d'années qu'on a commencé véritablement à rechercher les relations entre la croissance et le volume et la qualification de la force de travail. Statistiquement, l'examen des facteurs de croissance et de leurs relations réciproques ne peut être entrepris qu'en disposant de séries suffisamment longues (la croissance est un phénomène de longue période) et nombreuses. Or, les

(1) R. FRUIT : « La fonction de production Cobb-Douglas » *Revue Economique*, 1962, n° 2.

statistiques du XIXème siècle sont incomplètes. Celles établies à l'heure actuelle en ce qui concerne le facteur travail présentent encore de nombreuses lacunes. Les études relatives à l'évolution du stock du capital national et à l'investissement, plus anciennes, paraissent plus satisfaisantes.

Ces relations sont non seulement quantitatives, mais aussi qualitatives. Elles sont quantitatives en ce sens que la fonction de production partielle $O = f(K)$ relie l'évolution de deux grandeurs. Plus l'investissement augmente rapidement, plus il en sera de même pour le produit. L'investissement apparaît comme la variable motrice et l'augmentation du produit comme le résultat. On comprend alors que Stuart Mill, voici plus d'un siècle, ait pu dire « Le capital limite l'industrie » et que Marx ait fait de l'accumulation du capital fixe un des pivots de son système. Mais ces relations sont aussi qualitatives, rien ne prouve que les deux variables doivent évoluer au même rythme et qu'à un certain taux d'accroissement de l'investissement doive correspondre le même taux en ce qui concerne le produit. Le progrès technique doit être pris en considération. Le recours à des procédés nouveaux, l'amélioration de productivité du capital constituent les phénomènes marquants des deux derniers siècles. Cette amélioration qualitative peut cependant s'exprimer quantitativement. En ce sens, un même produit pourra être obtenu avec une moindre quantité de capital ou un produit supérieur avec la même quantité de capital. La relation entre accroissement du capital et accroissement du produit ne sera plus fixe mais variable.

b) La formalisation des relations s'appuie sur deux analyses de la théorie économique ayant connu un grand développement au cours des vingt dernières années : celle du multiplicateur d'investissement (1), celle de l'accélérateur (ou de la demande dérivée) (2). L'économie est divisée en deux secteurs : l'un produisant des biens de consommation satisfaisant la demande finale, l'autre des biens de production servant à produire ces biens de consommation. Une augmentation de

(1) H. HEGELAND : « The multiplier theory », **Lund**, 1953 ; G. S. SHACKLE : « Twenty years on : A survey of the theory of the multiplier » **Economic journal**, 1951.

(2) M. P. RUDLOFF : **L'investissement et la demande**, Sedes, Paris, 1960.

la demande de production (un investissement) provoquera, par l'intermédiaire du mécanisme du multiplicateur, une augmentation de la demande de biens de consommation. A son tour, cette dernière conduira, pour pouvoir être satisfaite, à un développement de la capacité de production (de l'investissement qui accroît le stock du capital existant) par l'intermédiaire du mécanisme de l'accélérateur. Les deux secteurs réagissent l'un sur l'autre.

La formalisation sera alors double. Un coefficient de capital C/P (où C représente le stock de capital et P le produit obtenu pendant une période donnée) exprimera la relation productive entre la quantité de capital considérée comme un stock et le flux des biens et services qu'il fournit. Un coefficient de capitalisation C/R (où R est le revenu) exprimera la relation de capitalisation conduisant à la constitution continue du stock de capital en fonction de la fraction du revenu courant qui est investie.

Les coefficients traduisent l'un l'utilisation du capital et l'autre sa formation (1).

L'emploi de cette formalisation est délicat car deux difficultés doivent être notées. La première est que la valeur des coefficients peut subir à court terme d'importantes variations. Ainsi une économie en état de dépression verra-t-elle la valeur de son produit diminuer. Si la valeur du stock de capital ne change pas, le coefficient de capital enregistrera une hausse. A l'inverse dans une économie en expansion sans modification de la valeur du stock de capital, le coefficient de capital présentera une diminution. Il s'ensuit qu'il ne faudra pas nécessairement conclure de la première situation qu'un capital plus élevé est nécessaire pour produire le même produit et de la seconde qu'il en faut moins. Les mouvements de prix jouent un rôle considérable. De même si la valeur du stock de capital augmente ou diminue dans la même proportion que celle du produit, il ne faudra pas en conclure que la situation n'a pas changé ; car le niveau d'activité n'est pas indifférent. La seconde difficulté se rapporte aux modalités de

(1) A. BARRERE : « L'analyse des relations entre le capital et la production » *Revue d'Economie Politique*, 1955 n° 2.

calcul du numérateur et du dénominateur. Le capital national et le revenu national sont des quantités statistiques et non point des quantités économiques (1). L'un comme l'autre additionnent des valeurs obtenues par la multiplication d'un prix par une quantité. Or la formation du prix n'est pas la même suivant les différents types de marchés. On ne peut comparer et additionner des valeurs obtenues sur un marché de concurrence pure, un marché de concurrence imparfaite, un marché d'oligopole ou un marché de monopole. Une nation est un ensemble hétérogène et l'exprimer par un chiffre unique capital national ou revenu national nécessite un certain nombre de simplifications qu'il convient de garder présentes à l'esprit.

c) Il n'en reste pas moins cependant que les calculs entrepris permettent de dégager trois ordres d'enseignement (2).

Tout d'abord, la structure capitaliste de la production dans différents pays à un moment donné n'est pas la même. Ainsi, en 1913, le coefficient de capital se présentait-il comme suit :

ETATS-UNIS : 4,33

FRANCE : 4,82

ANGLETERRE : 3,72

ARGENTINE : 5,85

Le coefficient de capital était le plus bas dans le pays ayant effectué le premier la révolution industrielle (l'Angleterre) (3) et le plus élevé dans le pays dont le développement était le plus récent (Argentine).

Ensuite, cette structure capitaliste ne reste pas fixe dans le temps, mais au contraire évolue lentement. Entre 1890 et 1950, le coefficient brut de capital représentatif de l'économie américaine est passé de 6 à 3,5 et le coefficient net de 2,5 à 1,5. Une tendance à la baisse se manifesterait. Toutefois, si le coefficient semble rester constant pour certaines économies, il n'en reste pas moins que la tendance de longue durée n'est jamais une tendance à la hausse.

(1) F. FERROUX : *Les comptes de la nation*, P.U.F., Paris, 1949.

(2) A. MARCHAL : *Systèmes et Structures*, Cours de 4^{ème} année de licence ès sciences économiques, Paris, 1958-1959.

(3) P. MANTOUX : *La révolution industrielle en Angleterre au XIX^{ème} siècle*, Ed. Medecis, Paris, 1959.

Enfin, le coefficient de capital diffère profondément suivant les secteurs comme on peut en juger.

	Etats-Unis	Australie	Nouvelle Zélande	Part du secteur dans le capital national (pour les USA)
Chemin de fer ..	5,79	6,87	6,28	12,3 %
Electricité	2,99	2,11	2,31	4,9 %
Gaz	2,24	1,48	2,20	3,5 %
Logement	7,11	—	—	33,8 %

Quels que soient les pays, les coefficients sectoriels sont d'un ordre de grandeur semblable et, on pourrait penser que chaque secteur peut être caractérisé par un certain coefficient de capital. En outre, les secteurs ayant le coefficient de capital le plus élevé sont également ceux dont la part dans le capital national est la plus considérable.

Une synthèse de ces éléments peut alors être tentée. Un pays désireux de se développer et dont l'économie est une économie agraire, c'est-à-dire une économie dont le produit national vient dans sa presque totalité de l'agriculture et où la population active est une population agricole, va être obligé de se donner un capital fixe (routes, ports, canaux, logements pour la population passant de l'agriculture vers l'industrie) ainsi qu'une infrastructure économique (industrie lourde, sidérurgie). Le coefficient de capital devrait donc être élevé quand un pays entame sa croissance. Puis, un volume de capital fixe satisfaisant et une infrastructure économique suffisante étant atteints, le pays peut se donner une industrie légère. La part de celle-ci dans le produit national augmentera. La valeur de son coefficient de capital étant moindre, on doit assister au fur et à mesure de son développement à une diminution lente mais sensible du coefficient de capital pour l'ensemble de l'économie.

Il ne s'agit pas là d'un modèle de croissance devant être parcouru obligatoirement par les pays qui en sont à l'heure actuelle au début de leur processus de croissance, mais d'un

schéma sommaire permettant un regroupement des données précédemment mentionnées et exprimant quelques expériences historiques bien précises. Tel quel, il est susceptible de nombreuses applications.

2) Les applications

L'instrument d'analyse que constitue le coefficient de capital permet de déterminer les politiques possibles entre lesquelles les pouvoirs publics effectueront leur choix. On le voit sur deux exemples.

a) Soit une économie agricole désireuse de se développer. L'amélioration des procédés techniques utilisés en agriculture a été telle qu'on peut prévoir pour les prochaines années un produit agricole supérieur obtenu par une population active agricole moindre. Un certain volume de population active sera disponible pour d'autres tâches. Les pouvoirs publics de ce pays considèrent que son industrialisation est indispensable pour un certain nombre de raisons (prestige, puissance, richesse, indépendance vis-à-vis de l'extérieur - peu importe ici). En même temps ils souhaitent que cette industrialisation soit la plus complète possible. Le pays doit se doter des principaux secteurs industriels le plus rapidement possible. Le taux de croissance du produit national ne doit donc pas être inférieur aux taux d'augmentation les plus élevés d'autres pays de manière que l'écart existant entre eux ne se creuse pas davantage, et la plus équilibrée possible, une stabilité des prix - à tout le moins une faible augmentation annuelle doit être maintenue en permanence. Quelle réponse l'économiste peut-il apporter à un tel problème ?

Puisque le pays souhaite une industrialisation totale, celle-ci va s'effectuer dans un certain ordre. Il va falloir d'abord se préoccuper de la formation du capital fixe et de l'infrastructure économique. Si on suppose que le taux de croissance désiré soit de 5 % par an et que le coefficient de capital pour ce secteur de base soit équivalent à 4, il est possible de déterminer les implications entraînées par ces chiffres et les souhaits des pouvoirs publics. Pour ce faire, il convient de rechercher l'importance de l'investissement, et par conséquent de l'épargne,

nécessaire pour obtenir la capacité de production supplémentaire permettant d'obtenir le produit supplémentaire. La formule ci-après permet de dégager ces implications.

$$\frac{\Delta R}{R} \times \frac{C}{R} = \frac{S}{R}$$

où R = le revenu national pendant une période donnée (ici une année) ; ΔR = l'accroissement annuel de revenu obtenu par application du taux de croissance désiré ;

$\frac{C}{R}$: le coefficient de capitalisation, le coefficient moyen, est

par simplicité, considéré comme égal au coefficient marginal

$\frac{\Delta C}{\Delta R} = \frac{I}{\Delta R}$ ou I est égal à l'investissement net au cours de

la période ; $\frac{S}{R}$ = la propension moyenne à épargner qui là

aussi sera équivalente à la propension marginale à épargner

$\frac{\Delta S}{\Delta R}$.

Avec les chiffres dont on dispose, on a, en supposant que le revenu national pendant la période de base est égal à 100.

$$\frac{5}{100} \times 4 = \frac{20}{100}$$

Un taux d'accroissement annuel du revenu national de 5 % implique que l'investissement annuel (l'augmentation du stock de capital existant) soit de 20. Pour que la croissance soit équilibrée, il est nécessaire que la production et la demande de biens de consommation, que la production de biens de production (l'investissement) et la demande de biens de production (l'épargne) soient égales. L'égalité de l'épargne et de l'investissement est requise. Dans ce cas l'épargne doit alors représenter le cinquième du revenu national. Or, un pays sous-développé est un pays pauvre. Le volume de l'épargne global est faible. La prise en considération de la distribution des revenus (celle-ci étant affectée d'une particulière inégalité, l'épargne pourrait être plus importante qu'on ne le pense

généralement parce que les titulaires de revenus élevés épargnent) de la thésaurisation (celle-ci paraît particulièrement importante dans les pays sous-développés), d'instruments de collecte de l'épargne (leur absence ou à tout le moins leur faible développement serait préjudiciable à la formation et à la centralisation de l'épargne) tout en provoquant une amélioration sensible ne viendrait pas cependant multiplier plusieurs fois le volume pouvant être actuellement dégagé. En outre, un taux d'épargne nette de 20 % est un chiffre qui n'a été que rarement atteint, ou qui, une fois atteint, n'a pu être maintenu pendant une longue période. Les études faites en France pendant la deuxième guerre mondiale (1) ont montré que même en période de pénurie la rareté des biens de consommation ne conduisait pas forcément à une augmentation de l'épargne. En outre le processus d'industrialisation accélérée mis en œuvre dans les démocraties populaires après 1945 et ayant réclamé une épargne nette représentant le quart de la dépense nationale (2) n'a pu être maintenu que quelques années.

La réponse de l'économiste aux pouvoirs publics se présentera alors de la manière suivante. Ou bien, étant donné la valeur du coefficient de capital et le volume de l'épargne disponible, les pouvoirs publics désirent avant tout une croissance équilibrée. Dans ce cas le taux de croissance retenu est trop élevé et il est nécessaire de se fixer un objectif d'accroissement annuel plus faible compatible avec les ressources en épargne du pays. Ou bien, les pouvoirs publics veulent conserver le taux de croissance initial. Dans ce cas, un déséquilibre de sens inflationniste se produira puisque l'investissement sera supérieur à l'épargne. De plus, il existe une très grande probabilité pour que, à la suite de ce déséquilibre, l'augmentation réelle et souhaitée du produit ne soit pas atteinte. Les vœux initiaux des pouvoirs publics sont trop ambitieux.

b) Différentes complications peuvent être apportées.

Supposons tout d'abord que des trois souhaits relatifs à la croissance rapide, complète, équilibrée formulés par les

(1) Y. MATINGUY : « La consommation incompressible » *Economie appliquée*, 1948, n° 1.

(2) J. MARCZEWSKI : *Planification et croissance dans les démocraties populaires*, P.U.F. Paris, 1956.

pouvoirs publics, le premier - la rapidité - soit considéré comme le plus important auquel les autres doivent être temporairement sacrifiés. Deux possibilités se présentent alors.

La croissance peut alors d'abord être axée sur l'industrie légère et non point sur l'industrie lourde. Le coefficient de capital étant moins élevé dans ces industries, il sera possible, avec les ressources en épargne dont dispose le pays, d'obtenir un taux de croissance moins élevé que le taux initialement retenu (+ 5 %), mais plus élevé que celui qui aurait été atteint en sacrifiant l'équilibre à la rapidité. On peut même ajouter qu'en procédant de cette manière, on a la possibilité d'obtenir une croissance à la fois rapide et équilibrée.

Toutefois, l'économiste doit présenter un certain nombre de remarques. En procédant ainsi, rien n'assure qu'un taux élevé de croissance sera forcément obtenu. En effet, le pays manquant de capital fixe social, il est à craindre que l'implantation d'industries produisant des biens de consommation entraîne des retards dans la production (s'il n'est pas possible par exemple de transporter des matières vers ces industries ou les produits finis vers les villes par suite du manque de routes). De plus, la production des biens de consommation peut nécessiter l'importation de biens ne faisant pas l'objet d'une production à l'intérieur du pays puisque celui-ci aura sacrifié l'industrie lourde à l'industrie légère. Dans ce cas, l'inconvénient consiste à dépendre d'un autre pays pour les importations. La question de la dépendance économique se pose. Si les pouvoirs publics considèrent le risque comme insignifiant, ils seront tentés de donner la préférence à ce mode de développement. Dans le cas contraire, ils seront peut être amenés à souhaiter un développement axé sur l'industrie lourde et dans ce cas à abandonner l'impératif initial de rapidité.

En second lieu, la rapidité de la croissance peut être envisagée sur une certaine période de temps. Le taux de croissance doit être conçu comme un taux moyen. A ce moment, l'économiste peut proposer la politique suivante. Dans un premier temps, la croissance sera axée sur la formation du capital fixe social et de l'industrie lourde. Pour respecter la condition d'équilibre, le taux de croissance sera relativement peu élevé pendant un certain temps. Puis, dans une deuxième

phase, la croissance sera axée sur l'industrie légère. Le revenu national ayant augmenté au cours de la première phase, il sera possible de dégager un volume d'épargne important. Le coefficient de capital étant plus faible que dans l'industrie lourde une croissance rapide pourra être obtenue. Le retard pris au cours de la première phase sera compensé par l'accélération obtenue pendant la seconde. Le taux moyen représentatif de la période sera élevé et, en même temps, une diversification de l'économie et un équilibre de la croissance auront été obtenus.

Il s'agit là d'un modèle provisoire dépendant des impératifs retenus et de leur hiérarchie. D'autres modèles peuvent être présentés quand on introduit d'autres impératifs, ce qui naturellement peut modifier la hiérarchie existante des impératifs. On le voit en tenant compte de l'autre facteur de production : le travail. Sous l'aspect du volume de l'emploi, le souhait est alors celui d'une croissance rapide, complète, équilibrée, mais de moins que le plein-emploi (1) soit assuré, ou à tout le moins que le chômage soit peu important. Le facteur travail est le facteur de production abondant et le capital le facteur rare. Les résultats précédents sont alors modifiés. De nouvelles possibilités se présentent. L'industrie lourde utilise-t-elle peu de main-d'œuvre parce que les techniques modernes de production permettent une économie de travail alors qu'il n'en est pas de même dans l'industrie légère ? Dans ce cas, il serait peut-être souhaitable de baser la croissance sur l'industrie légère, mais il ne faut pas oublier que des possibilités de ralentissement peuvent surgir. Des procédés techniques plus anciens dans l'industrie lourde conduisent-ils à une plus forte utilisation de la main d'œuvre ? Le problème du plein-emploi sera peut-être résolu, mais à ce moment l'augmentation annuelle du produit ne sera peut-être pas aussi importante que prévue et, dans un avenir relativement peut éloigné, il sera peut-être nécessaire de remplacer cet équipement ancien par un équipement moderne. Enfin, comme précédemment, le volume de l'emploi peut être considéré sur une période. Dans ce cas, le choix d'un volume de chômage pendant la première phase de construction de capital fixe social et de l'industrie lourde pourra être fait et sera compensé par une hausse rapide de l'emploi par la suite.

(1) F. PERROUX : « L'indétermination du plein-emploi », *Banque*, Septembre 1950.

Le mérite du coefficient de capital est donc grand. L'économiste en l'utilisant peut déterminer si les objectifs poursuivis simultanément par les Pouvoirs Publics sont cohérents entre eux, établir des modèles en fonction du nombre et de la hiérarchie des objectifs poursuivis, présenter leurs implications et donc éclairer les choix des Pouvoirs Publics.

De semblables perspectives sont également ouvertes quand on prend en considération l'investissement extérieur.

B. — CROISSANCE ET INVESTISSEMENT EXTERIEUR

Le rôle de l'investissement extérieur est particulièrement important pour les pays dont les ressources en épargne sont insuffisantes. Là encore, différentes analyses peuvent être utilisées pour l'établissement d'une politique économique.

1° La thèse

A partir du moment où un pays désireux de se développer entre en contact avec d'autres pays les différents postes de la balance des paiements vont, par leur évolution, signaler le changement de structure de son économie ainsi que les ajustements de longue période nécessaires pour que des déséquilibres trop importants ne viennent pas rompre cette croissance. Deux situations peuvent être alors plus particulièrement étudiées : celle où le pays est emprunteur, celle où il est devenu prêteur.

a) Un pays en état de sous-développement se trouve devant une épargne insuffisante pour réaliser les investissements souhaités et promouvoir une croissance équilibrée et rapide. Il va donc être indispensable pour lui de se procurer un supplément d'épargne en provenance de l'extérieur. Ce supplément prendra la forme d'un placement-investissement (placement dans le pays d'origine, investissement dans le pays de destination) qui pourra être public ou privé (1). Certains pays pour lesquels l'offre nationale d'épargne est supérieure à la demande nationale d'investissement seront incités à investir dans d'autres pays de manière à ce que leur économie ne se trouve pas dans une situation déflationniste entraînée par

(1) M. BYE : « L'investissement international. Sa morphologie », I.S.E.A. cahiers série A n° 5-6.

un tel déséquilibre. Il est à remarquer qu'on ne peut écarter complètement l'éventualité d'investissements faits à l'extérieur par le pays ayant une insuffisance d'épargne. En effet, à partir du moment où la distribution des revenus montre une profonde inégalité et où n'existe pas une réglementation stricte des transactions internationales, rien n'empêche les titulaires de revenus élevés d'investir une partie de leur épargne à l'extérieur, ne serait-ce que pour un motif de précaution (éviter les inconvénients d'une dépréciation trop rapide de la monnaie par exemple). Il n'empêche que cet investissement est très nettement inférieur à l'investissement reçu. Enfin, à partir du moment où un investissement extérieur net aura été effectué dans le pays, il sera nécessaire de convertir ce pouvoir d'achat en biens réels de production. Un pays cherchant à se développer ne disposant pas d'une industrie, il est nécessaire de recourir à des importations de biens d'équipement qui augmenteront le volume des importations habituellement faites.

A partir de ces quelques remarques, on peut caractériser les différentes balances particulières composant la balance des paiements. La balance commerciale (entendue au sens large du terme comme comprenant les opérations sur biens et services) va être négative puisqu'il va falloir importer les biens d'équipement nécessaires. La balance de transferts des capitaux sera négative car l'investissement extérieur dirigé vers la nation est supérieur à celui en provenant. Par suite, la balance de rémunération des capitaux sera négative parce qu'il conviendra de rémunérer cet investissement. La balance interne sera également négative, c'est-à-dire que l'investissement effectivement réalisé est supérieur à l'épargne intérieure. Une telle balance des paiements caractérise un pays que l'on appellera nouvellement emprunteur.

Au fur et à mesure que le temps passe, l'accumulation du capital commence à produire ses effets. Le processus de croissance est engagé. Une industrie se crée. Une augmentation régulière du produit national est obtenue. Des modifications sont apportées à la situation du pays. Ainsi, peut-on penser qu'un accroissement sensible de l'épargne va se manifester et que l'offre interne d'épargne sera équivalente et peut être même légèrement supérieure à la demande nationale d'investissement. Ceci ne voudra pas dire que il n'y aura pas un investissement extérieur dans le pays. Car, une partie de l'épargne nationale va être

utilisée à la rémunération des capitaux extérieurs investis. Il s'ensuit que les possibilités d'investissement à l'extérieur du pays en voie de développement continueront à rester limitées et que l'investissement extérieur sera toujours nécessaire. Toutefois le pays ne va plus être obligé d'importer autant de biens d'équipement qu'auparavant puisqu'une partie de ceux-ci sera produite à l'intérieur. En outre, le volume des exportations pourra augmenter si les biens nouvellement produits font l'objet d'une demande sur le marché international.

Les signes des soldes des différentes balances vont alors changer. La balance commerciale va être positive, de même que la balance de transfert des capitaux (qui signalera la poursuite de l'entrée nette de capitaux) et la balance interne (l'investissement intérieur est inférieur à l'épargne intérieure). La seule balance négative sera celle des rémunérations de capitaux et elle sera d'autant plus importante que l'investissement extérieur aura été plus important. De nouvellement emprunteur, le pays sera devenu emprunteur évolué.

b) La croissance se poursuivant, la situation du pays vis-à-vis de l'extérieur va changer. D'emprunteur il va se transformer en prêteur.

La poursuite des tendances précédemment dégagées va entraîner une profonde modification. L'augmentation du revenu national va faire que l'offre nationale d'épargne soit plus importante que la demande nationale d'investissement. En même temps une plus grande partie que par le passé de la demande nationale, tant de biens de production que de biens de consommation, pourra être satisfaite par l'industrie nationale, provoquant ainsi un nouveau ralentissement du taux de croissance des importations. En outre, un plus grand nombre de produits et de meilleure qualité pourront être exportés et provoquent ainsi une augmentation du volume des exportations. Par suite, il va être beaucoup plus facile pour le pays de faire face à la rémunération des capitaux extérieurs, et il lui sera également possible de développer son propre investissement à l'Étranger. L'investissement vers l'extérieur va être pour la première fois supérieur à l'investissement de l'extérieur. La conséquence de ces mouvements aboutira à transformer la situation de la balance de la rémunération des capitaux qui ne sera plus déficitaire, mais au contraire bénéficiaire pour le pays.

Ce retournement s'exprimera dans le signe des soldes des balances particulières. La balance commerciale et la balance interne continueront à être positives. Par contre, la balance de transfert des capitaux va changer de signe et devenir négative puisque le pays enregistre une sortie nette des capitaux. Il va en être de même pour la balance de rémunération des capitaux. Si elle peut d'abord continuer à être négative, elle ne tardera pas à devenir positive. Le pays sera dit nouvellement prêteur. On remarquera que les signes des soldes sont ici exactement inverses de ceux dégagés pour exprimer la structure du pays nouvellement emprunteur. Les positions des pays nouvellement emprunteur et nouvellement prêteurs sont symétriques.

Enfin, le pays s'enrichissant de plus en plus, de nouvelles et importantes transformations vont survenir. Les occasions d'investissement internes diminuent au fur et à mesure que se réalise l'accumulation du capital (1) et, si de nouveaux progrès techniques ne prennent pas place, un volume croissant de l'épargne nationale va chercher à s'investir au dehors où existent de telles possibilités. La sortie nette de capitaux va aller en augmentant. Il va en être de même pour ce qui est de la rémunération des capitaux puisque ceux-ci sont fonction de l'importance de l'investissement extérieur. Une telle évolution entraîne d'importants effets sur celle des autres postes. L'investissement intérieur va être supérieur au volume de l'épargne intérieure disponible après la réalisation de l'investissement extérieur. Mais dans ce cas, la réalisation de l'investissement sera assurée pour le solde par les fonds provenant de la rémunération des capitaux extérieurs. De même, on assistera à un retournement de la balance commerciale, l'excédent des importations sur les exportations étant financé par le surplus de la rémunération des capitaux.

L'expression des soldes des balances présentera un nouvel aspect. Le solde de la balance des transferts de capitaux sera certes négatif et celui de la rémunération des capitaux continuera à être positif. Par contre, le solde de la balance commerciale changera et deviendra négatif puisque les exportations

(1) C'est la thèse bien connue suivant laquelle le progrès passé ferme la porte au progrès futur.

seront supérieures aux importations. Celui de la balance interne sera négatif étant donné l'importance du volume de l'épargne interne consacré à l'investissement extérieur. Le pays ne sera plus nouvellement prêteur, mais prêteur évolué. On remarquera que les signes des soldes sont inverses de ceux caractérisant la position du pays emprunteur évolué. Une nouvelle symétrie paraît pouvoir être dégagée.

Cet ensemble de résultats peut alors être résumé de la manière suivante.

	Pays nouvelle- ment emprunteur	Pays emprunteur évolué	Pays nouvelle- ment prêteur	Pays prêteur évolué
Balance commerciale .	—	+	+	—
Balance de rémuné- ration	—	—	— puis	+
Balance des transferts de capitaux	+	+	+	—
Balance interne	—	+	+	—

Cette schématisation de l'ajustement et de l'équilibre des balances des paiements se révèle d'une grande utilité dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique économique.

2° Les implications

Les impératifs des conditions d'ajustement permettent d'éviter de graves erreurs dans les choix d'une politique de développement. Deux situations semblent particulièrement intéressantes à examiner.

a) Soit un pays désireux de se développer rapidement. Son taux de croissance, on le sait, est fonction du taux d'investissement, lui-même fonction du taux d'épargne. Cette dernière étant insuffisante la tentation est grande d'avoir recours à l'investissement extérieur pour parvenir au taux élevé de croissance souhaité. Le pays permet donc des investissements étrangers. Le taux de croissance est élevé. En même temps, la croissance est équilibrée. Pour faciliter le raisonnement, on supposera que deux pays seulement sont en relation. Il s'ensuit que comme les structures des balances des paiements doivent correspondre, l'un des deux pays ne peut être que nouvellement

emprunteur et l'autre nouvellement prêteur.

La croissance du pays emprunteur est une croissance dépendante. Elle est entraînée par celle du pays prêteur. Pour qu'elle puisse se poursuivre, il faut que le pays nouvellement emprunteur devienne emprunteur évolué. Ceci ne se fera que si le pays nouvellement prêteur subit des changements de structures de sa balance des paiements tels qu'il devienne prêteur évolué. Le point fondamental dont va dépendre la croissance du pays emprunteur va consister dans le retournement de la balance commerciale du pays prêteur. Celle-ci ne doit plus présenter un excédent, mais un déficit. Les importations doivent être supérieures aux exportations pour que la balance commerciale du pays emprunteur présente un excédent. Il faut qu'il en soit ainsi, car cet excédent lui permettra de rémunérer les capitaux investis dans le pays. Si un tel retournement ne se manifeste pas, le pays emprunteur se trouvera dans l'impossibilité de verser les intérêts des capitaux investis et on peut craindre que devant une telle situation, les investissements du pays prêteur vers le pays emprunteur ne diminuent (ou bien, à la limite, soient réduits à zéro). Il en résultera alors pour le pays emprunteur une diminution du taux d'investissement et par suite un ralentissement de sa croissance. Des déséquilibres conduisant à un stoppage de la croissance ne peuvent être exclus. Or, un des traits caractéristiques de l'économie mondiale réside dans le fait que la balance des paiements de l'économie américaine, dont les fluctuations se répercutent sur l'ensemble des autres pays, présente une structure telle que les Etats-Unis peuvent être classés comme un pays nouvellement prêteur et qu'on ne peut discerner aucun signe de passage à la situation de pays prêteur évolué. En d'autres termes, le retournement de la balance commerciale des Etats-Unis ne se manifeste pas. Les importations ne marquent pas une tendance à devenir supérieures aux exportations. Tout au contraire, on peut constater que le solde positif de la balance commerciale, déjà important, va en augmentant. A cela plusieurs raisons bien connues (1). Au fur et à mesure que le produit national augmente, le volume des importations augmente moins que proportionnellement parce que le progrès

(1) M. BYE : *Relations économiques internationales*, Dalloz, Paris, 1965;
G. MARCY : *Economie internationale*, P.U.F., 1964.

technique est tel que les matières premières importées font l'objet d'une meilleure utilisation, qu'il est possible de substituer des produits fabriqués sur le territoire national aux produits importés, que l'augmentation lente du volume des importations permet d'obtenir celles-ci à un prix moins élevé que par le passé où le taux d'accroissement était plus élevé. En même temps, les exportations se développent rapidement car les produits industriels de l'économie américaine sont particulièrement appréciés et demandés dans le monde.

Le pays désireux de se développer et voulant faire appel à l'investissement extérieur pourra alors choisir entre plusieurs éventualités. Tout d'abord, il pourra accueillir les investissements d'un pays pour lequel les études auront permis de prévoir avec une assez forte probabilité que le solde de la balance commerciale n'irait pas à l'avenir en s'accroissant, mais au contraire en diminuant. S'il n'accorde qu'une confiance limitée à de telles études, il lui sera possible de procéder à une minimisation des risques en diversifiant cet investissement. A partir du moment où de nombreux pays investissent dans le pays, il n'est pas interdit de penser que si la balance commerciale de certains d'entre eux ne se retourne pas, il n'en sera pas de même pour un certain nombre d'autres. Ensuite, il faut considérer qu'une croissance complète, aboutissant à la création de nombreux secteurs n'est peut-être pas possible et que seule une croissance partielle puisse être retenue. Dans ce cas, le pays peut choisir de procéder à une certaine spécialisation internationale et se rapprocher d'un pays déterminé de manière à ce que leurs structures d'échange et de production soient complémentaires. Le problème de l'ajustement de la balance des paiements est alors résolu, mais avec la contre-partie d'un taux de croissance peu élevé et d'une dépendance économique vis-à-vis du pays prêteur plus forte que si une croissance plus diversifiée avait été retenue. Enfin, les inconvénients peuvent être éliminés si le pays décide de refuser tout investissement extérieur et de n'accepter que des dons publics ou privés. Par là même, la balance de rémunération des capitaux présente un solde égal à zéro et ce poste disparaît de la balance des paiements.

b) Supposons maintenant que les Pouvoirs Publics, éclairés par l'économiste, aient jugé que les inconvénients de l'investissement extérieur étaient trop grands. Par exemple, ils ont

pensé que les réserves dont l'économiste avaient entourées les projections à moyen et long terme des comptes extérieurs des différents pays ne conduisaient pas à une probabilité assez élevée d'assister à un retournement de la balance commerciale. Désireux de mettre en œuvre une croissance complète, ils ont rejeté la deuxième possibilité pensant qu'une dépendance économique n'est pas souhaitable. Enfin, les dons ont été considérés comme présentant des incertitudes tant dans leur montant que dans leur régularité. Tout recours à l'investissement extérieur est alors exclu. Pourtant, le pays ne peut pas vivre en autarcie complète. Il a besoin d'importer les biens réels de production qui lui permettront d'amorcer et de soutenir le processus d'industrialisation. Quelles possibilités l'économiste peut-il alors présenter aux Pouvoirs Publics ?

Le pays se trouve devant un double impératif. Faire en sorte que sa balance commerciale soit équilibrée et si possible excédentaire et que cet équilibre s'établisse au niveau le plus élevé possible. Ces conditions demandent pour être remplies qu'une action soit exercée sur les exportations, car l'ampleur des importations dépend de l'importance des recettes d'exportations. Or, dans le monde d'aujourd'hui, la détermination des recettes d'exportation d'un pays qui cherche à se développer ne dépend pas uniquement de son action mais du comportement d'autres pays. D'une part, les exportations des uns constituant les importations des autres, et celles-ci étant fonction des fluctuations du produit national, il s'ensuit que les fluctuations des produits de certains pays vont avoir une importance primordiale sur le commerce international. Les cas les plus typiques seront ceux où le produit national d'un pays est élevé mais où sa propension moyenne et sa propension marginale à importer sont faibles (les Etats-Unis) et celui où le produit national n'est pas aussi élevé mais où les propensions moyenne et marginale à importer sont fortes (l'Angleterre). Or ces deux pays font, à eux deux, le tiers des importations mondiales. D'autre part, les prix des importations de ces deux pays tendent à long terme à diminuer, provoquant une amélioration des termes de l'échange. Les autres pays doivent s'efforcer d'exporter plus pour combler les pertes résultant de la diminution des prix. En même temps, des fluctuations de prix à court terme, d'une grande amplitude accompagnent les variations du volume des importations et s'ajoutent à elles

pour provoquer une diminution encore plus forte des recettes d'exportation. En d'autres termes, il paraît assez aléatoire pour un pays en voie de développement d'escompter une augmentation régulière de ses recettes d'exportation résultant d'une augmentation régulière de leur volume accompagnée d'une stabilité ou d'une légère hausse de leurs prix. Les impératifs dégagés paraissent difficilement réalisables.

L'économiste peut alors présenter les mesures souhaitables pour pallier ces inconvénients. Sans vouloir être exhaustif, citons les suivantes. Il peut proposer que les différents pays dont dépend l'augmentation des exportations des pays en voie de développement s'engagent à réaliser pendant une certaine période une augmentation aussi rapide et régulière que possible de leur produit national. Ainsi en a-t-il été des pays membres de l'O.C.D.E. pour la décennie 1960-1970 et la même idée se retrouve dans le plan présenté par l'Inde à la Conférence tenue à Genève en 1964 (1). Si cette possibilité n'est pas retenue, il peut faire valoir qu'une régularisation sera obtenue par l'adhésion du pays en voie de développement à un ensemble économique existant. De cette manière le pays en voie de développement devrait obtenir une plus grande facilité et une plus grande sécurité en ce qui concerne ses débouchés, puisque les pays de l'ensemble sont liés par un accord et qu'il serait plus facile d'obtenir des garanties d'exportation. Si un tel accord se révèle impossible, le pays pourra alors décider de s'associer avec un certain nombre d'autres pays limitrophes se trouvant dans une situation approximativement semblable à la sienne et ainsi constituer un ensemble venant faire pendant aux ensembles existants. Ainsi un marché plus important pourra-t-il être obtenu, ce qui permettra une division du travail plus poussée en même temps qu'un abaissement des coûts de production. Il existe donc plusieurs solutions entre lesquelles les Pouvoirs Publics auront la faculté de choisir.

*
**

(1) G. LOVASY : « Survey and appraisal of proposed schemes of compensatory financing », *I.M.F. Staff papers*, juillet 1965.

Ainsi, une trop grande ambition apparaît-elle comme un handicap plus que comme un avantage. L'économiste a tout intérêt à se rappeler sans cesse l'objet de sa discipline « l'économie politique est la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usages alternatifs » (1). Par la même, celle-ci implique que s'il n'appartient pas à l'économiste de se livrer à une explication des fins, par contre, il doit rechercher entre des fins multiples celles qui sont réalisables parce que compatibles et déterminer pour elles le mode de réalisation économiquement souhaitable. A vouloir l'oublier, la sanction est immédiate. La Roche Tarpéienne est proche du Capitole.

(1) L. ROBBINS : Essai sur la nature et la signification de la science économique. Librairie de Médicis, Paris, 1947.